

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/6/ECU/7
17 décembre 2003

(03-6645)

Comité des sauvegardes

Original: espagnol

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 A) DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES, DE L'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE ET DES RAISONS DE CETTE ACTION

ÉQUATEUR

(Pneumatiques en caoutchouc)

La communication ci-après, datée du 5 décembre 2003, est distribuée à la demande de la délégation équatorienne.

1. Conformément aux dispositions de l'article 12:1 a) de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, j'ai l'honneur de notifier au Comité des sauvegardes l'ouverture d'une enquête au sujet de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave et les raisons de cette action en ce qui concerne les pneumatiques relevant des sous-positions NANDINA 4011.10.00 et 4011.20.00.

2. La présente notification est faite conformément au mode de présentation suggéré pour les notifications au titre de l'Accord sur les sauvegardes qui figure dans le document G/SG/W/1 du 28 février 1995.

1. Indiquer la date à laquelle l'enquête a été ouverte

31 octobre 2003.

2. Indiquer le produit faisant l'objet de l'enquête

Les produits faisant l'objet de l'enquête sont les pneumatiques en caoutchouc relevant des types utilisés pour les voitures de tourisme (y compris les voitures du type familial ["break" ou "station wagon"] et les voitures de course) de la sous-position NANDINA 4011.10.00, des types utilisés pour autobus ou camions relevant de la sous-position NANDINA 4011.20.00, ainsi qu'il est indiqué dans le tarif national d'importation établi suivant le Système harmonisé.

3. Indiquer les raisons pour lesquelles l'enquête a été ouverte

i) L'enquête a-t-elle été ouverte à la suite d'une demande présentée par la branche de production nationale?

La demande a été présentée par la Compañía Ecuatoriana del Caucho S.A. (ERCO S.A.), qui représente 100 pour cent de la branche de production nationale de pneumatiques.

ii) Éléments de preuve sur la base desquels l'enquête a été ouverte

Les importations massives du produit entraînent une dégradation de la situation économique de la branche de production nationale, qui se traduit par une baisse des ventes, des bénéfices et de la production sur le marché intérieur, ainsi que par une augmentation des stocks.

Il est à noter, globalement, que la tendance des importations est à la hausse en ce qui concerne les deux sous-positions. Ainsi, les importations des produits de la sous-position 4011.10.00 se sont accrues (en volume) de 14 pour cent entre 2000 et 2001 et ont reculé de 6 pour cent en 2002. Quant aux importations des produits de la sous-position tarifaire 4011.20.00, elles ont progressé de 26 pour cent en 2001, diminuant de 21 pour cent en 2002, avec une croissance estimative de 6 pour cent pour la fin de 2003.

En résumé, la part des importations des produits faisant l'objet de l'enquête s'est accrue sur le marché intérieur, entraînant une contraction de la part de la production nationale, qui a ainsi perdu ce marché.

iii) Éléments de preuve, le cas échéant, de l'existence de circonstances critiques dans lesquelles un délai causerait un tort difficilement réparable

L'accroissement des importations a évincé du marché local la production nationale de pneumatiques: les produits relevant de la sous-position 4011.10.00 ont enregistré une baisse de 1 pour cent (en volume) de 2000 à 2001; en 2002, la production s'est accrue de 7 pour cent. Quant à la production nationale des produits relevant de la sous-position 4011.20.00, elle a baissé de 11 pour cent au cours de la période 2000-2001 et de 8 pour cent en 2002; pour 2003, on estime que la production nationale diminuera de 22 pour cent.

Pour des produits relevant de la sous-position 4011.10.00, la part des importations sur le marché national a été de 52 pour cent en 2000, de 55 pour cent en 2001 et de 49 pour cent en 2003, tandis que pour ceux de la sous-position 4011.20.00, elle était de 53 pour cent, 58 pour cent et 56 pour cent en 2000, 2001 et 2002 respectivement; pour l'année 2003, on estime que cette part atteindra 86 pour cent.

L'éviction de la production nationale de pneumatiques par les produits importés a eu pour effet de réduire les exportations de produits relevant de la sous-position 4011.10.00 de 8 pour cent pour la période 2000-2001 et de 3 pour cent en 2002; en 2003, on estime qu'elles diminueront de 9 pour cent. Les exportations de produits relevant de la sous-position 4011.20.00 ont reculé de 33 pour cent de 2000 à 2001 et se sont accrues de 8 pour cent en 2002.

Les stocks de produits relevant de la sous-position 4011.10.00 ont enregistré une hausse vertigineuse, de 686 pour cent de 2000 à 2001, puis ils ont progressé de 8 pour cent en 2002, et on prévoit une augmentation de 144 pour cent pour 2003. De même, les stocks de produits relevant de la sous-position 4011.20.00 augmentent de manière considérable: 728 pour cent de 2000 à 2001, 29 pour cent en 2002, et selon les estimations, 7 pour cent en 2003.

En outre, l'éviction de la production nationale par les importations a provoqué une baisse de 10 pour cent des revenus liés aux ventes de pneumatiques de 2000 à 2001; les revenus se sont ensuite accrus de 1 pour cent en 2002 et ils auraient progressé de 5 pour cent en 2003.

Par conséquent, les facteurs susmentionnés permettent de soutenir qu'il existe des circonstances critiques qui causeraient un tort qu'il serait difficile de réparer à la branche de production nationale du produit en question.

Registre officiel n° 202 – Vendredi 31 octobre 2003

N° 03 053

**LE SOUS-SECRÉTAIRE AU COMMERCE EXTÉRIEUR ET À L'INTÉGRATION
DU MINISTÈRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR, DE L'INDUSTRIALISATION,
DE LA PÊCHE ET DE LA CONCURRENCE**

Considérant:

Que M. Patrick Cazals, en qualité de Président Directeur général de la Compañía Ecuatoriana del Caucho S.A. (ERCO S.A.), domiciliée à la Panamericana Norte Km. 2,8, à Cuenca-Ecuador, a demandé, par une communication du 4 août 2003, l'ouverture d'une enquête visant à imposer une mesure de sauvegarde dans le cadre juridique de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour une période de quatre ans, ainsi que l'application d'une mesure de sauvegarde provisoire consistant en un prélèvement douanier venant en sus des prélèvements en vigueur en Équateur, applicable aux importations de pneumatiques en caoutchouc relevant de la position NANDINA 4011, sous-position 4011.10.00, 4011.20.00 et 4011.69.00, sous la forme d'un droit *ad valorem* de 15 pour cent, pendant une période de deux cents (200) jours;

Que conformément à l'article XIX de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT de 1947), à l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les sauvegardes et aux dispositions des Titres XVII et XVIII du Texte unifié de la législation du Ministère du commerce extérieur, de l'industrialisation, de la pêche et de la concurrence (MICIP) qui figurent dans le Décret exécutif n° 3497 publié au Journal officiel n° 744 du 14 janvier 2003, lequel énonce les règles et procédures permettant de prévenir et de contrebalancer les effets provoqués par l'accroissement des importations à des conditions telles qu'elles causent ou menacent de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents, les pays pourront imposer des mesures de sauvegarde;

Que le MICIP, par le fax n° 2003-130 DOC-MICIP du 19 août 2003, a demandé à l'entreprise ERCO S.A. des renseignements complémentaires au sujet des principales variables pour pouvoir évaluer la demande présentée le 4 août 2003, laquelle a été remise à ce Secrétariat d'État le 17 septembre 2003;

Qu'au vu des renseignements fournis par ERCO et des éléments d'appréciation disponibles, il a été déterminé qu'ERCO S.A. est l'unique entreprise nationale produisant des pneumatiques, et qu'elle représente donc 100 pour cent de la branche de production nationale;

Que les produits faisant l'objet de l'enquête sont les pneumatiques en caoutchouc relevant des sous-positions NANDINA 4011.00.00, 4011.20.00 et 4011.69.00 du tarif national d'importation;

Que ERCO S.A. n'a pas présenté de renseignements désagrégés relatifs à la sous-position tarifaire 4011.69.00 au sujet des variables dont il est allégué qu'elles ont été affectées par les importations de produits relevant de ladite sous-position tarifaire;

Que, conformément aux renseignements enregistrés par la Banque centrale de l'Équateur, les pays exportateurs de produits relevant des sous-positions tarifaires 4011.10.00 et 4011.20.00 dont les exportations causeraient un dommage grave à la branche de production nationale sont les suivants: Colombie, Mexique, États-Unis, Japon, Venezuela, Chili, Corée du Sud, France, Allemagne, Chine, Pérou, Taiwan (Formose), Brésil, Belgique, Hong Kong, Hollande (Pays-Bas), Panama, Argentine, Thaïlande, Indonésie, République tchèque, Afrique du Sud, Maroc, Royaume-Uni, Inde, Italie, Espagne, Canada, Émirats arabes unis, Russie.

Que, conformément aux registres de la Banque centrale de l'Équateur, figurent comme importateurs des produits relevant des sous-positions tarifaires 4011.00.00 et 4011.20.00, les personnes physiques ou morales suivantes: Aduancomex S.A.; AEC Ecuador Ltda.; Agregados Rocafuerte; Agrefort S.A.; Agro, Industrial Valango C. Ltda.; Aguilar García Carlos Eduardo; Aguirre Edmundo; Almacenes Juan Eljuri Cía. Ltda.; Almero S.A.; Alvarado Lazcano Diego Iván; Alvarez Barba S.A.; Alvarez Sotomayor Juan Carlos; Andina de Llantas, Andillantas S.A.; Andina Licores S.A.; Andrés Borbor C. Ltda.; Andrés Cárdenas Monge; Angela Elizabeth Bazurto Sabando; Antonio Granda; Antonio Pino Icaza & Cía.; Aquamar S.A.; Araujo Cárdenas Félix Segundo; Arenera Anropevi Cía. Ltda.; Arpi & Arpi Cía. Ltda.; Arturo Mora Espinoza; As. Sta. Mariana de Jesús; Aura Sornoza; Autec S.A.; Auto Decorativo S.A., "Autodecsa"; Auto Delta; Autoextreme Cía. Ltda.; Automotores Andina, S.A.; Automotores y Anexos S.A.; Autonegocios Compañía Limitada; Autoservicio, Loraver Cía. Ltda.; Autoplaza S.A.; Autoventas Way W. Amador y S.A.; Banco del Pichincha C.A.; Barona Recalde Luis Eduardo; Barreiro Arteaga; Rubén Angel Bernardo; Jauregui Ponce; Boetti S.A.; Bonilla Salazar Pedro Luis; Bowen Macias Víctor Miguel; Bravo Riofrío José Valentín; Buenagua S.A.; Burneo Malo César; Burneo Malo Luis Leonardo; Byron Morales; Cabrera Espinoza Roberto; Caicedo Figueroa Pedro; Canteras Basálticas Picoaza S.A.; Canteras y Voladuras S.A., (Cantylvol); Caparol S.A.; Cárdenas Cedeño Roberto Fernando; Carlos Enrique León Guerrero; Carlos Poggi Barbieri Cía. Ltda.; Carlos Yasbek; Carmen Rocío Flores; Carrillo Chávez Darwin Alejandro; Casabaca S.A.; CEDEGE, Comisión de Estudios de Desarrollo para la Cuenca del Guayas; Cedeño Moreira Cristóbal Colón; Cementos Selva Alegre S.A.; Centro de Diversiones River Park C. Ltda.; Centro de Rehabilitación de Manabí, Cepsa S.A.; Cerón Chamorro Ramiro Hernán; César Castro Torres; Chong Qui Espinoza Hugo Alfredo; Cía. Gral. de Comercio y Mandato S.A.; Cía. Importadora Hervazt S.A. Cisneros Caicedo Jorge Fabián; Cisneros Razo Adriana Lorena; Cittadella S. A.; Clínica de Especialidades Latinoamerican; Coello Zapata Marcelo Belisario, Comercial Daniel Bonito S.A.; Comercial Fourwiners C.A.; Comercial Importadora Qualimax S.A.; Comercial Importadora Ziegler Cía. Ltda.; Comercios Varios Vancouver S.A.; Comllantas S.A.; Compañía Ecuatoriana del Caucho S.A.; Compañía Verdu S.A.; Compañía Naviera Agmaresa S.A.; Computronix Cía. Ltda. Comseza Cía. Ltda. Conauto, C.A. Automotriz, Condervinsa S.A.; Conduto Ecuador S.A.; Conferencia Episcopal Ecuat.; Consorcio Nacional de Cementos, Concem Cía. Ltda.; Consorcio Obrascon Huarte Lain S.A. Semaica; Constructora Andrade Gutiérrez S.A.; Constructora del Litoral S.A.; Colisa; Constructora Luzagui Cía. Ltda.; Constructora Patridasa S.A.; Consulado Americano; Corp. de Representac. y Serv. Tecncoreptec; Corpmiralc S.A., Corporación Ecuatoriana de Aluminio S.A., Cedal; Cosmollanta Importadora Co. Ltda., Costaventura S.A.; Craicomsa; Criollo Ramírez Enrique; Daniel Raúl Patiño Seni; Dayana S.A.; Depósito Automotriz (Depoauto) S.A.; Detalleres S.A.; Díaz Torres Angelita Ernestina; Dicresa, Distribuidores y Crédito S.A.; Diego Prado M.; Diesel Parts S.A., Diparsa; Distribución y Comercialización, Dicolop; Distribuidora Nacional de Automotores S.A.; Drillfor S.A.; Dulceycia Cía. Ltda.; Durallanta S.A.; Dusung S.A.; Dygoil Consultoría y Servicios Petroleros; Ecosfel S.A., Ecuauto S.A.; Ecausa; Ecuador Bottling Company Corp., Sucursal Ecuador; Ecuastibas S.A.; Ecuavia (agencias) Cía. Ltda., Ecuavía S.A.; Ecuawagen S.A.; Ecupren Cía., Ltda., Editores Manabitas, El Ferretero Cía. Ltda.; Elasto S.A.; Electrocables C.A.; Embajada de la Orden Soberana de Malta; Emilio Isaías Compañía Anónima de Comerc.; Emp. de Construcciones Minería A. Grandac; Emp. Proveedora Nacional, Empronaco C. L., Empaquefilm S.A. -Empafilm-; Empresa Nacional de Correos; Enchapes Decorativos S.A., Endesa; Equipos Forestales Cía. Ltda., Efocol; Estar C.A.; Fábrica Industrial Fruit del Ecuador C.A.; Fabricio Leonardo Alvarez Sotomayor; Falconí Flores Mauricio; Felipe Córdova; Fernando Pinoargote Cía. Ltda.; Ferrancia S.A.; Ferrero del Ecuador S.A.; Fililla Beltrán Carlos Ramiro; Flexiplast S.A.; Francisco Javier Robalino Gándara; Francisco Minuche Mosquera; Freire Aillón Teresa Milena; Fundac. para el Desarr. del Transp.en Taxis del Ec.; Galarza Molina Genaro Gregorio; Galeano Rodríguez Joffre Fernando; Galo Orellana; García Costa Miguel Eduardo; García Maya Marcelo Eduardo; Garibalde Macías Rosa, Garzón Garzón Iván Marcelo; Gastón Olivares Cía. Ltda.; General Motors del Ecuador S.A.; Gerardo Ortiz e Hijos; Giuseppe Manciatì; González Salgado Fabián Mauricio; Grancolombiana de

Negocios Cía. Ltda.; Grupo Norte S.A., Grunorsa; Guerrero Lenthall Javier; Guillermo Antonio Campuzano; Guzmán Gallardo Eduardo Fabricio; H.C.J.B. La Voz de los Andes; Hacienda Celia María C.A.; Harbert International Establishment S.A.; Héctor Lara, Herdoíza Crespo Construcciones Hercec Ci, Herdoíza Guerrero Marcelo Daniel, Herman Antonio Valverde; Hermosa Hermosa Jorge Washington; Herna G. Salazar Morán; Hernán Gonzalo Idrobo Andrade; Hi Performance Automotriz Cía. Ltda.; Hidalgo Sánchez Diego Aurelio; Holger Humberto Salazar Mendoza; Hotel Colón Guayaquil S.A.; Howard Narváez, HPP Ecuador, Huang Hu Shui Hua; Icaro S.A.; Identra S.A.; Imauvisa, Importadora Audiovideo Comercial S.A.; Imp. Com. Fernández Cía. Ltda., Imcofer; Imp. de Materiales de Construcción, Imaco, Imporaustro Cía. Ltda.; Importaciones Manuel Rosero S.A.; Importadora Aguilar C.A.; Imaguira; Importadora Candylan S.A.; Importadora Comercial Imporaros Cía. Ltda.; Importadora Comercial Lartizco C. Ltda.; Importadora Comercial Mirasol S.A.; Importadora ElRosado Cía. Ltda.; Importadora Haho Cía. Ltda.; Importadora Industrial Agrícola S.A.; Importadora Motorcycle C. Ltda.; Importadora Privanza S.A., Importadora Romiliza S.A.; Importadora Sayam de Comercio S.A.; Importadora Valenzuela Burbano Imvab Cía.; Importadora y Exportadora Jeffry's, S.A.; Importitan Cía. Ltda.; Induauto S.A.; Induferro B&B S.A.; Industrial Maderera Tymber S.A.; Infante Campoverde Julio César; Ing. Alfonso Pérez G.; Isabel Donoso Uribe; Itabsa Indus. del Tabaco; Alimentos y Be.; Ital Llanta Cía Ltda.; Italcauchos S.A.; Italdesigin Cía. Ltda.; Iván Bohman C.A.; Izurieta Mora Ricardo; J.F. Nasser & Co.; Jacqueline Gisella Bancho Contreras; Jaime Machado; Joavis S.A.; Jorge Jurado Guerrero; Jorge Naranjo; José Elizalde Elizalde; José Iturralde; José Rivera Tacoaman; Josrge Byron Estrella; Juan Marcet Cía. Ltda.; Juvenal Eloy Gonzales; Karting Club de Guayaquil; Kien Chong Chu Tai; Kien Chong Tay; La Fabril S.A.; La Llave S.A. de Comercio; Lara Carrión Raúl José María; Lectora Ampuero Eduardo Francisco del; Leoro Ponce Juan Carlos, Live Jiménez Marielita de Jesús; Llanta Baja Perbo Cía. Ltda.; Llantambato, Llantas y Repuestos Cía. Ltda.; Llantax S.A.; Llantera de la Costa C.A. "D.O. Tire", Llor S.A. Obras y Proyectos; Lovircor S.A.; Ludeña Zambrano Carlos Eduardo; Luz María Escibar Valverde; Mafare Ortiz Jenny Marlene; Mamut Andino C.A.; Manufacturas Armadurías y Rep. Ecuat. S.A.; Maquinarias Henriques C.A.; María Reyes de Alvarado; María Susana Ibarra; Mariana Guadalupe Bailón; Mauricio E. Cuesta Miño; Maxillantas S.A.; Medaico S.A.; Mérida Rocío Orobio Lago; Mendoza Cedeño Enrique Agapito; Mendoza Palma Patricio; Mera Cedeño Manuel Segundo; Mercantil Ecuador Motores (Ecumotor) C. Ltda.; Miami International Dutty Free; María Belén Arroyo; Michelin del Ecuador Cía. Ltda.; Midlan S.A, MiguelRendón Foraine; Multinegocios Dos Mil, Multidosmil S.A.; Mitsui del Ecuador S.A.; Molina Bravo Oswaldo Alejandro; Mora Gaete Joe Williams; Morales Alcívar Jorge Luis, ; Moreno Martínez Córdova C. Ltda.; Morocho Castillo Víctor Daniel; Morocho Santamaría Mayra Elizabeth; Mosquera Corrales Mónica Janet; Moto Hot Scc, Motransa C.A.; Mujica Pazmiño Jhonny Richard; Multicontactos Cía. Ltda.; Municipio del Distrito Metropolitano de Quito; Naranjo Hidalgo Jaime; Nasser B. Antonio Cía. Ltda., Negocios Industriales Real, Nirsa S.A.; Néstor Cevallos; Neully S.A.; Nigensa S.A.; Nutricon, Nutrientes y Concentrados S.A.; Omnibus Bb Transportes S.A.; Optioncorp S.A.; Orellana Peña Felipe Antonio; Organización Comercial Escobar Triviño C.; Orlando Izurieta Cisneros; Ororepuestos S.A.; Oso Llantera Nacional S.A.; Otani S.A.; Ovu Cía. Ltda.; Pablo Fabara Vera; Pablo Guillen Córdova; Palacios Dueñas María Lorena; Palma Herrera Edy Francisco; Palma Herrera Gilberto Anacleto; Pamela Brito Cárdenas; Parreño Campaña Hilma Raquel; Patricio Buitrón; Perdomo Andrés e Hijos S.A.; Perea Barriga Roberto José; Petróleos de Los Ríos C.A., "Petrolios"; Plasticaucho Industrial S.A., Pisa; Plaza Plaza Juan Carlos; Plywood Ecuatoriana S.A.; Poliservicios S.A.; Ponce Yépez Compañía de Comercio S.A., PYC; Pool International Ltd., Productos de Carros, Prodecarr Cía. Ltda.; Productos Paraíso del Ecuador S.A.; Progecon S.A.; Puebla Chávez Asociados; Química Aristón Ecuador Cía. Ltda.; Quimis Baque Eliecer Gilberto; Quimiz Mero Manuel Nicolás; Quirola Bustos Alfonso Antonio; Quito Karting Club; Quito Motors S.A. Comercial Industrial; Rafael Valdez Avilés C. Ltda.; Realpe Serrano Franklin Humberto; Rejapon S.A.; Renomb S.A.; Reparsa S.A.; Richard Azua Romero; Riegoreal Ingeniería y Riego; Jorge Real Cía. Ltda.; Rimasu S.A.; Riofrío & Hijos Cía. Ltda.; Riofrío Guarderas Pablo Esteban; Rivera Delgado Hugo Geremías; Rivera Raúl J.; Robalino Gándara José Miguel; Roberto Guerra; Roberto Salazar Zenck; Rodríguez Beseke Luis

Enrique; Rosa Ramírez Zapata; S. M. South Motors S.A.; Saénz Ormaza Jorge Luis; Sait Samaniego Iturralde S.A.; Saivenin S.A.; Salazar Oquendo Alex Roberto; Salcedo García Ramón Alfredo; Salimacorp S.A.; Salinas Yacht Club; Saltos Firmat Ronny Antonio; Sánchez Hinojoza Víctor René; Santamaría Bonilla Manuel Fredy; Santiago Acosta Andrade; Santos Padilla Ronaldo; Sarmiento Zamora Bolívar; Secohi Cía. Ltda.; Segarra Aguilar Luis Antonio; Segundo Jacinto Oyola Peralta; Semaan Gazal Joseph Fouad; Serv. Sociales y Comunes Conexos Carit; Servicios de Alimentos y Mantenimientos Industria; Siembra Nueva S.A.; Simpson Nankervis Robert Peter; Soar Dorys Pilar Díaz; Sociedad Civil y Comercial Moto Hot S.C.C.; Suares Aviles Armando; Suárez Moya Angel Medardo; Sumitomo Corporation del Ecuador S.A.; Super Llantera del Sur Cía. Ltda.; Surti Llantá Carvajal & Cía.; Techint International Construction Corp.; Tecandina S.A.; Tecnocar C.A.; Teddy Intriago Vásquez; Tellina S.A.; Termoservicios Cía. Ltda.; Textiles Industriales Textidin Cía. Ltda.; Textiles La Escala S.A.; Tiendas Bohno Cía. Ltda.; Tiere Center Consorcio de Llantas Cía. Ltda.; Tire Store And Services S.A.; Tire Trading; Tireshop Cía. Ltda.; Tirestore S.A.; Tome Torres Mena Cía. Ltda.; Torres Villena Yolanda del Carmen; Tracto Comercio Cía. Ltda.; Transportes Moreira Llaguno Cía. Ltda.; Urgiles Campoverde Luis Alberto; Urgiles León Ricardo Guillermo; Ursatrex S.A.; Vargas San Martín Gonzalo, Vat Mat S.A.; Vega Delgado Manuel Jacinto; Vega Egas Patricio Vicente; Vélez Saldarriaga Iván Darío; Vera Mendoza Ronney Alex; Verdu Llerna David Ricardo; Verduga Hernández María Magdalena; Verdura Zerega Yuri G.; Vicunia Wong Feliz Alberto; Villareal Bonilla Patricio René; Villigua Bravo Grimaldo Oswaldo; Vintimilla Calle Juan Pablo; Vivar Crespo Gabriel Alejandro; Track Tires; Vizhñay Nieves Luis Mario; William Humberto Bolaños Guzmán; Wong Sáenz William Fei; Xerox del Ecuador S.A.; Xuan Gao Junci; Yong Bong Kim; Zapata Bernal Gyden Bolívar; Zoldan P. Jacobo;

Que, sur la base des renseignements fournis par l'entreprise requérante, on estime que les importations de pneumatiques en caoutchouc relevant des sous-positions tarifaires 4011.10.00 et 4011.20.00 évincent la production nationale du produit précité;

Que la Compañía ERCO S.A., conformément à l'article 4:2 a) de l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les sauvegardes et à l'article 302 du Titre XVII du Texte unifié de la législation du MICIP, a présenté des renseignements relatifs au volume des ventes, à la production, à la productivité, à la capacité utilisée, aux profits et pertes et à l'emploi, renseignements qui laissent présumer qu'il existe un dommage grave causé à la production nationale;

Que la demande présentée par la Compañía ERCO S.A. satisfait aux conditions énoncées dans la législation en vigueur;

Que, conformément à l'article 307 du Titre XVIII du Texte unifié de la législation du MICIP, il incombe au Sous-Secrétariat au commerce extérieur et à l'intégration de déclarer l'enquête fondée et ouverte; et,

Dans l'exercice de ses pouvoirs,

Décide de ce qui suit:

Article premier. Est déclarée fondée et ouverte l'enquête dont l'ouverture a été demandée par Compañía Ecuatoriana del Caucho S.A. personne morale de nationalité équatorienne, en vue de déterminer que l'accroissement massif des importations de pneumatiques en caoutchouc relevant des sous-positions NANDINA 4011.10.00 et 4011.20.00 cause un dommage grave à la branche de production nationale.

Article 2. Déclare infondée et rejette la demande d'ouverture d'une enquête au sujet des produits relevant de la sous-position tarifaire 4011.69.00 -- autres.

Article 3. Les produits faisant l'objet de l'enquête sont les pneumatiques en caoutchouc des types utilisés pour les voitures de tourisme (y compris les voitures de type familial ["break" ou "station wagon"] et les voitures de course) relevant de la sous-position NANDINA 4011.10.00, et des types utilisés pour autobus ou camions, relevant de la sous-position NANDINA 4011.20.00 du tarif national d'importation, qui sont similaires aux produits fabriqués par la branche de production nationale ou directement concurrents de ces produits.

Article 4. Conformément à l'article 310 du Titre XVIII du Texte unifié de la législation du MICIP, la durée de l'enquête sera de trois mois à compter de la date de publication de la présente décision au Journal officiel. Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles, cette durée pourra être prorogée en vue de mettre en œuvre les procédures prévues à l'article 3 de l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les sauvegardes relatives à la publication d'un avis destiné à informer toutes les parties intéressées, ainsi qu'aux auditions publiques ou autres moyens appropriés par lesquels les importateurs, les exportateurs et les autres parties intéressées pourraient présenter des éléments de preuve et leurs vues et avoir la possibilité de répondre aux exposés d'autres parties et de faire connaître leurs vues, entre autres choses, sur le point de savoir si l'application d'une mesure de sauvegarde serait ou non dans l'intérêt public.

Article 5. La période couverte par l'enquête comprendra les années 2000, 2001, 2002 et les mois écoulés de l'année 2003.

Article 6. Les parties intéressées auront un délai de 30 jours civils à compter de la notification de la présente décision, pour présenter les documents ou les renseignements complémentaires qu'elles estimeront pertinents dans le cadre de l'enquête.

Article 7. Seront considérés comme confidentiels les renseignements présentés par ERCO S.A. qui ont un caractère confidentiel.

Article 8. En application de l'article 12:1 a) de l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur les sauvegardes et de l'article 331 du Titre XVIII du Texte unifié de la législation du MICIP, l'autorité chargée de l'enquête notifiera l'ouverture de l'enquête au Comité des sauvegardes de l'OMC et aux parties intéressées.

Article 9. Conformément à l'article 330 du Titre XVIII du Texte unifié de la législation du MICIP, la présente décision sera publiée au Journal officiel ainsi que dans un quotidien de grande diffusion en Équateur.

Fait à Quito, le 20 octobre 2003.

Signature: M. Christian Espinosa C., Sous-Secrétaire au commerce extérieur et à l'intégration.
